



**Contre
le grand capital,
le camp
des travailleurs**

L'offensive patronale contre le monde du travail continue

Mise en faillite de la compagnie Aigle Azur, fermeture de l'usine Ford à Blanquefort, suppressions d'emplois chez General Electric à Belfort, dans les magasins Carrefour et Auchan... Les groupes capitalistes et leurs filiales annoncent sans cesse de nouvelles vagues de suppressions d'emplois.

Quoi que prétende le gouvernement, le chômage ne recule pas. Plus de six millions de femmes et d'hommes sont privés d'un véritable emploi. Il faut y ajouter des allocataires du RSA, des jeunes pas encore inscrits, des travailleurs découragés et tous ceux qui ont été radiés des listes par Pôle emploi lui-même.

Ce chômage de masse pèse sur l'ensemble du monde du travail. Car la peur du chômage est utilisée par le patronat pour imposer la généralisation des contrats précaires, le blocage des salaires, des horaires à rallonge ou au contraire des temps partiels non choisis, c'est-à-dire pour aggraver l'exploitation de tous et augmenter ainsi les profits.

L'État lui-même, en tant que patron, mène cette même politique de suppressions de postes dans l'Éducation, dans les hôpitaux, où le sous-effectif conduit à des situations dramatiques que dénoncent depuis des mois les personnels des services d'urgence. Leur mobilisation a obligé Buzyn, la ministre de la Santé, à



débloquer 750 millions d'euros sur quatre ans pour les Urgences. Mais le budget global de la Santé restant inchangé, elle déshabille Pierre pour habiller Paul.

Dans tous les services publics, le gouvernement impose une course à la rentabilité avec partout les mêmes conséquences désastreuses.

La réforme des retraites, nouvelle offensive antiouvrière



Après avoir démolì le code du travail, réduit les impôts des riches et des patrons, baissé le pouvoir d'achat des retraités, attaqué les droits des chômeurs, Macron et Philippe préparent une nouvelle attaque contre le système des retraites. Ils s'apprentent à modifier le mode de calcul des pensions et à rallonger le nombre d'années de travail permettant d'accéder à une retraite à taux plein. Comme toutes celles qui se succèdent depuis 1993, la réforme qu'ils mijotent amputera de plusieurs centaines d'euros par mois les pensions des futurs retraités.

C'est d'autant plus révoltant que les richesses accumulées par le travail collectif de tous les travailleurs n'ont jamais été si grandes.

Ministres et journalistes rabâchent que l'espérance de vie s'allonge et qu'il serait donc normal de travailler plus longtemps. Mais combien de travailleurs, après une vie à l'usine, en horaire décalé, en équipes alternées, n'en peuvent plus bien avant 60 ans ? Combien d'ouvriers, de caissières, de maçons, de femmes de ménage ont le dos cassé ou souffrent de troubles musculo-squelettiques qui les empêchent de continuer à travailler ?

Une nouvelle fois, pour semer la division, ils invoquent l'équité et la justice entre les salariés du public et ceux du privé pour tailler à la hache dans les pensions des uns et des autres. Leur équité

ne consiste jamais à aligner les moins lotis sur les mieux rémunérés, mais toujours l'inverse !

Pour eux, un conducteur de la RATP qui se lève à 3 heures du matin pour conduire la première rame de métro serait un privilégié sous prétexte qu'il peut partir à la retraite avant 60 ans. C'est toujours du côté des salariés qu'ils cherchent des privilégiés. Mais les vrais privilégiés, les capitalistes comme Bernard Arnault, patron de LVMH, dont la fortune a augmenté de 39 milliards d'euros en un an, soit 100 millions par jour, eux, sont intouchables.

Pour accroître sans cesse la richesse des Arnault, Pinault, Bolloré et autres grands bourgeois, leurs serviteurs politiques se préparent à nous user au travail jusqu'à la mort ou à nous laisser survivre avec des retraites de misère.

Les exigences du grand capital

Dans une économie en crise, où la guerre commerciale fait rage et où les marchés sont saturés, pour garantir leurs profits sans produire plus, les capitalistes aggravent l'exploitation, multiplient la précarité, bloquent les salaires. Les gouvernements qui se succèdent leur facilitent la tâche et transforment leurs désirs en lois. La feuille de route de Macron, c'est de réduire la part qui revient aux travailleurs, sous forme d'indemnités chômage, de retraites, de budgets pour les hôpitaux ou les écoles.

Cette politique n'est pas liée à la personne de Macron. Avant lui, Sarkozy et Hollande avaient mené la même politique. Quels que soient leurs discours dans l'opposition, Le Pen, Mélenchon ou n'importe quelle autre personnalité continuerait, une fois à l'Élysée, à mettre le budget de l'État à la disposition des grands groupes industriels et des banques. Parce qu'ils possèdent les capitaux, ce sont eux les vrais maîtres de la société. C'est pourquoi se contenter de réclamer « Macron démission », comme l'ont fait les

**Macron,
président
des riches
un jour,
président
des riches
toujours !**



gilets jaunes pendant des mois, sans viser ceux qui tirent les ficelles, est une impasse politique.

Macron et les patrons craignent nos réactions

Depuis cet été, Macron et Philippe ont changé de ton. Échaudés par le mouvement des gilets jaunes qui a trouvé une large approbation dans les classes populaires, inquiets face aux réactions possibles contre la réforme des retraites, ils ont reporté son examen après les élections municipales de mars 2020. Alors qu'au début de leur mandat, ils avaient gouverné par ordonnance, là, ils ont invité les dirigeants des confédérations syndicales à l'Élysée ou à Matignon. Le gouvernement répond ainsi favorablement aux offres de services que le dirigeant de la CFDT, Laurent Berger, ne cessait de proposer, sans succès jusque-là, prêt à faire accepter de graves reculs pour l'immense majorité des salariés en échange de minuscules concessions pour une petite minorité.

Ce changement de tactique dénote l'inquiétude du pouvoir face aux travailleurs et aux classes populaires, dont il a pu mesurer



Le 13 septembre 2019.

l'hostilité. Instruits par le passé, Macron et Philippe savent qu'une explosion sociale est toujours possible. Et ils la redoutent.

Le 13 septembre, les salariés de la RATP ont massivement fait grève. Cette grève a été remarquée car le réseau de transport parisien était à l'arrêt pour la première fois depuis bien longtemps. Elle montre que lorsqu'une catégorie de salariés se mobilise en masse, ça se remarque et ça pèse. Elle permet d'entrevoir la force irrésistible qu'auraient les travailleurs, de l'industrie et des services, du privé et du public, s'ils se battaient tous ensemble, et pas seulement une journée.

Les travailleurs doivent retrouver la conscience qu'ils représentent une force sociale considérable : ils produisent tout, font fonctionner les hôpitaux, les transports, la distribution et toutes les entreprises. Ce rôle essentiel au cœur de la société ne leur donne pas seulement la force de repousser les attaques actuelles du gouvernement et du grand patronat, il les rend aptes à diriger la société bien mieux que ne le font les capitalistes.

Le capitalisme, c'est la crise

Le capitalisme est une société condamnée à aller de crise en crise et de guerre en guerre. Laisser les commandes aux mains des capitalistes, c'est les laisser conduire toute la société vers le précipice.

Plus de dix ans après la grande crise de 2008 qui a failli mettre à bas le système bancaire de la planète, l'économie mondiale reste sous la perfusion permanente des banques centrales et des États.

Si les capitalistes ont restauré leurs profits, ce n'est pas en développant l'économie, ce n'est pas en construisant des logements ou des chemins de fer, ni en apportant l'eau et l'électricité aux régions du monde qui en manquent.

C'est en aggravant l'exploitation des travailleurs, en réduisant les salaires, en augmentant le temps de travail, la précarité et la flexibilité. C'est en usant davantage les installations existantes et en rachetant à prix d'or des concurrents sans créer la moindre richesse nouvelle.

Et c'est en jouant au grand casino de la finance. Bulles boursières, bulle sur l'or, bulle immobilière, la spéculation fait rage parce que, dans ce capitalisme pourrissant, la finance rapporte plus et bien plus vite que tout investissement dans la production.



Les capitalistes en sont à prêter de l'argent aux États avec des taux d'intérêt négatifs, autrement dit à payer pour mettre leurs capitaux à l'abri, tant est faible leur confiance dans leur propre système.

Tous attendent, inquiets mais impuissants, le prochain krach. La spéculation a accumulé une telle quantité de matière explosive que le moindre choc, la moindre incertitude, ou de mauvaises prévisions peuvent agir comme un détonateur sur un baril de poudre.

L'exacerbation de la concurrence dans ce contexte de crise engendre des guerres, aussi bien économiques que militaires. Du Yémen à l'Afghanistan en passant par la Syrie et l'Irak, le Moyen-Orient est maintenu à feu et à sang depuis 40 ans pour assurer l'ordre impérialiste. Des régions entières en Afrique sont dévastées. Ce sont les peuples de ces régions qui en paient le prix fort !

Ces guerres, menées par nos exploités pour accéder aux matières premières, garantir les débouchés pour leurs marchandises et leurs capitaux, pour le plus grand bonheur des marchands d'armes, à commencer par les Dassault et les Thales, nous rattrapent. On en paie le prix par des budgets militaires de plus en

plus élevés. On le paie avec le sang des victimes du terrorisme que ces guerres engendrent et alimentent. On le paie encore avec le renforcement, un peu partout dans le monde, des politiciens les plus va-t-en-guerre, xénophobes et réactionnaires.

Ne pas se laisser diviser

Parce qu'ils craignent la force des travailleurs, patrons et gouvernements cherchent sans cesse à nous diviser, selon notre profession, notre statut, nos origines, entre ceux qui ont des papiers et ceux qui n'en ont pas. Ils voudraient nous faire croire que les responsables de nos malheurs sont les travailleurs étrangers, les migrants, l'Union européenne, la Chine ou la mondialisation. Tout cela pour faire oublier que ceux qui suppriment les emplois et menacent la société sont les capitalistes, à commencer par ceux bien de chez nous.

Tous les politiciens, chacun avec ses nuances, apportent leur contribution à cette division. Comme Sarkozy et Hollande avant lui, pour faire oublier les coups qu'il nous porte, Macron a mis à son tour ses pas dans ceux de Le Pen, en agitant lui aussi le thème de l'immigration devant l'opinion publique. Chercher à spéculer sur les préjugés pour désigner les immigrés comme des boucs



émisaires est une vieille recette de tous les gouvernements qui s'attaquent aux droits et aux conditions de vie de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines.

C'est d'autant plus une ineptie que, à toutes les époques, la classe ouvrière s'est constituée avec des générations de migrants.

À sa naissance, le capitalisme a commencé par chasser les paysans de leurs terres pour les transformer en prolétaires. Il a capturé des générations de femmes et d'hommes en Afrique, pour les réduire en esclavage et les envoyer trimer sur les plantations d'Amérique.

Par-delà les origines, par-delà la nationalité, la couleur de peau ou les croyances, nous formons une seule et même classe ouvrière avec les mêmes intérêts à défendre et un même combat à mener pour notre émancipation.

Être antimigrant, c'est être antiouvrier. Le mot migrant est réservé aux pauvres, aux exploités. Aucun émir du Qatar, aucun milliardaire indien, aucun oligarque russe et aucun bourgeois français propriétaire d'exploitations agricoles ou de ports en Afrique ne s'est jamais fait traiter de migrant. Pour être considéré comme un migrant, il faut appartenir au monde des exploités.

S'attaquer aux migrants, c'est s'attaquer à la classe ouvrière, à la classe ouvrière d'aujourd'hui et à celle de demain. Il faut refuser tout cela !

Le Pen, une démagogue antiouvrière

Parce qu'elle apparaît comme la principale opposante à Macron, parce que son parti n'a jamais exercé le pouvoir, Le Pen et le Rassemblement national suscitent l'espoir même parmi les travailleurs. C'est une dangereuse illusion.

Si le Rassemblement national fait mine de s'apitoyer sur le sort des petites gens pour obtenir leurs suffrages, il est entièrement au service des possédants et a en réalité le plus grand mépris pour le sort des classes populaires. Comme les politiciens de droite auxquels elle tend la main, la millionnaire Le Pen défend les riches et les grands patrons. Elle est contre l'augmentation du smic au nom de la défense de la « compétitivité des entreprises » et elle n'a jamais un mot pour dénoncer l'exploitation et la rapacité capitaliste.



La famille Le Pen devant le château de Montretout à Saint-Cloud.

Le Rassemblement national présente les migrants comme responsables de tous les problèmes : les destructions d'emplois menées tambour battant par le patronat, le manque de logements pour les classes populaires, les galères de la vie quotidienne engendrées par la politique du gouvernement qui sabre dans tous les budgets utiles à la population. En visant les migrants, l'extrême droite cherche d'abord à exonérer les vrais responsables que sont les patrons licencieurs et l'État à leur service. Cette démagogie divise les travailleurs et les affaiblit face à leurs exploiters.

L'Union de la gauche, un piège pour les travailleurs

Face aux attaques de Macron, face à la montée de l'extrême droite et des idées réactionnaires, certains pensent qu'il faut s'unir et rebâtir une vraie gauche, aujourd'hui émietlée. Mais s'unir pour quelle politique ?

À chaque fois que les partis de gauche se sont unis, derrière Mitterrand, Jospin ou Hollande, ils ont gouverné pour le grand capital contre les travailleurs.



France Télécom, une des nombreuses entreprises privatisées par le gouvernement Jospin.

À l'heure où des militants de gauche font signer une pétition contre la privatisation d'Aéroport de Paris, il faut se rappeler que c'est le socialiste Jospin, avec des ministres communistes, qui a privatisé Air France, France Télécom et tant d'autres entreprises publiques rentables.

Si Le Pen peut recueillir les suffrages d'une fraction des travailleurs, c'est d'abord le fruit des trahisons et des reniements des partis de gauche à chacun de leurs passages au pouvoir.

Si la gauche a déçu et trahi, ce n'est pas une question de personnalité et de courage. Dans cette société dominée par les lois du grand capital, tous ceux qui se hissent au pouvoir se condamnent à être pieds et poings liés aux intérêts de celui-ci. Au pouvoir, Mélenchon, Ruffin ou n'importe qui d'autre finirait par se coucher devant la finance. Dans cette période de crise profonde, il n'y a pas de place pour des réformes progressistes. Aucun progrès social, aucune bonne loi ne peut être durable tant que les travailleurs n'auront pas arraché à la bourgeoisie le pouvoir économique et politique.

La seule alternative est la suivante : soit on accepte de gouverner dans le cadre de l'ordre bourgeois et on se soumet aux puissances de l'argent, soit on se prépare à les combattre avec la seule force capable de leur tenir tête, les travailleurs mobilisés et conscients de leurs intérêts.

L'écologie incompatible avec le capitalisme

L'incendie de l'usine Lubrizol, ce site industriel hautement dangereux installé en plein cœur de l'agglomération de Rouen, est venu rappeler comment les capitalistes jouent avec nos vies. Absence d'informations sur la nature des substances utilisées, mensonges sur les risques encourus par les riverains et les salariés, soutien systématique des autorités aux industriels, même quand ils méprisent les règles de sécurité, voilà le fonctionnement ordinaire de la société.

Aux ravages provoqués par les industriels sur l'environnement et la santé s'ajoutent les effets du réchauffement climatique : épisodes de canicule, de sécheresse, ouragans et cyclones plus violents, régions côtières menacées par la montée des eaux, incendies géants qui ravagent l'Amazonie, disparition d'espèces vivantes... Et dans cette société divisée en classes sociales, les premières victimes sont toujours les plus pauvres, comme cet été dans le nord de l'Inde, où des températures montant jusqu'à 50 degrés ont provoqué la mort de plusieurs dizaines de personnes, en particulier dans des usines.

Des millions de jeunes lycéens ou étudiants se mobilisent dans divers pays du monde pour dénoncer l'inaction des pouvoirs en place. Oui, il y a urgence et la jeunesse a bien raison de se révolter !

Mais à condition qu'elle ne se contente pas de suivre les leaders écologistes pour qui le nec plus ultra de l'écologie consiste à interdire aux voitures les plus polluantes de rouler certains jours, empêchant ainsi les travailleurs les plus pauvres, conduisant donc les voitures les plus vieilles, d'aller à leur travail.

Se contenter de réfléchir à l'échelle individuelle, de faire chacun de petits gestes, voire de limiter sa propre consommation est non seulement naïf et inefficace, mais cette démarche est inspirée par des conceptions profondément réactionnaires. Montrer du doigt les individus, et en particulier les plus pauvres, cela revient à dédouaner ceux qui organisent toute la production.



L'usine Lubrizol en flammes.

À qui la faute, si les constructeurs automobiles comme Renault ou Volkswagen ont menti sur les émissions polluantes de leurs voitures ? À qui la faute, si on manque de transports en commun réguliers, gratuits, pour éviter de prendre sa voiture ? À qui la faute, si on supprime le transport de marchandises par train pour mettre des milliers de camions dangereux et polluants sur les routes ?

Ce ne sont pas les consommateurs qui font ces choix, ce sont les grandes entreprises industrielles, celles du pétrole, de la chimie,



Manifestation de jeunes contre le changement climatique.

de l'automobile. Les dégâts sur la santé des travailleurs, les premières victimes, sur l'air qu'on respire, sur la pollution des mers, tout ça ne rentre pas dans leur bilan comptable !

Tous ceux qui sont convaincus que l'heure de la mobilisation écologique a sonné doivent remettre en cause l'organisation sociale. Ce sont les capitalistes qui tiennent les manettes de l'économie et qui décident de l'organisation de la production, de l'énergie, des transports. Avec les États à leur service, ils façonnent nos modes de consommation et de déplacement.

La logique même du système pousse à vouloir toujours plus de productivité, plus de rentabilité. Sous peine de déplaire aux investisseurs, il faut que les dividendes augmentent, que les cours boursiers progressent. Ce n'est même pas une question de morale et de choix, c'est la logique d'un système drogué aux profits. Les convictions écologiques de ces grands groupes s'arrêtent à leur coffre-fort.

Les lois du marché rendent l'économie aveugle et conduisent à un immense gâchis ou à la pénurie. Il faut investir, acheter des machines, des matières premières, et produire sans même savoir ce qui sera vendu, à l'aveuglette, sans plan d'ensemble, au hasard des multiples initiatives individuelles et de la concurrence.

Ce n'est qu'une fois les produits mis sur le marché que l'on découvre s'il y a les acheteurs correspondants ou s'il faut tout mettre à la benne, les produits et les machines qui ont servi à la

production. Et on va nous faire croire que tout cela est compatible avec l'écologie !

Il n'y aura pas de société respectueuse de l'environnement et des hommes si on ne renverse pas le capitalisme. À la place de ce système qui est le règne de l'intérêt privé, il faut imposer la gestion collective des moyens de production et le règne de l'intérêt général.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens du mot communisme. Ce mot a été dénaturé, mais il est riche de signification. En organisant collectivement et rationnellement l'économie, la lutte individuelle pour la vie pourrait enfin céder la place à la conscience que l'humanité est une et indivisible et qu'elle a les moyens d'assurer une vie digne à chacun de ses membres.

La classe ouvrière est la seule à pouvoir changer la société

Parce que nous sommes des militants communistes révolutionnaires, nous pensons que l'impulsion et l'énergie qui permettront de changer la société viendront de la classe ouvrière. Nous militons au sein du monde du travail pour que celui-ci prenne conscience de sa force et de ses capacités à transformer en profondeur la société.



Atelier de fabrication de téléphones portables en Chine.

Le capitalisme a concentré et rassemblé les travailleurs dans les entreprises. Des ouvriers des usines de montage de Shenzhen en Chine aux vendeurs de l'Apple Store des Champs-Élysées en passant par les mineurs congolais qui extraient le coltan ou les matelots pakistanais qui triment sur les porte-conteneurs géants, des milliers de travailleurs sont intégrés au même processus de production, à travers les continents. Au sein des multinationales, le travail et la production sont déjà socialisés et collectivisés. Mais toutes ces entreprises restent entre les mains des capitalistes privés qui décident de ce qu'on produit, dans quelles conditions, indifférents aux catastrophes que cela engendre. Il faut enlever à la grande bourgeoisie la propriété des moyens de production et mettre ceux-ci sous le contrôle des travailleurs et de toute la société. C'est l'intérêt profond de la classe ouvrière qui, comme disait Marx, n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes.

Exproprier la bourgeoisie et détruire les appareils d'État à son service, c'est la seule voie pour construire une organisation sociale où l'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtrait, où la pauvreté serait bannie et où les relations humaines ne seraient pas pourries par l'argent. C'est possible depuis longtemps et c'est le drapeau qu'il faut maintenir. Il y va de l'avenir de la société, de l'humanité et de la planète !

Bien sûr, dans la période que nous vivons, les travailleurs apparaissent souvent résignés et peu combatifs. Les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière ne sont pas visibles au quotidien. En absence de luttes collectives, la morale de la société capitaliste, le chacun pour soi, le nationalisme et la xénophobie, ou encore le communautarisme gagnent ses rangs.

Mais la classe ouvrière a montré sa force à de multiples occasions dans le passé. Elle a su mener de grandes luttes, des grèves générales, des insurrections et même des révolutions. Elle a fait la preuve qu'elle était capable de prendre le pouvoir en Russie en 1917 et d'ébranler le monde capitaliste. Mais sans même parler de ces périodes extraordinaires, quand la classe ouvrière portait haut ses perspectives révolutionnaires, elle a fait progresser toutes les idées d'émancipation : l'égalité entre les femmes et les hommes, l'indépendance des pays colonisés, l'antiracisme, la lutte contre l'apartheid, le combat pour l'égalité des Noirs américains...



Meeting ouvrier pendant la Révolution russe de 1917.

L'exploitation et l'oppression pousseront inexorablement à de nouvelles révoltes sociales et à des révolutions. Le renversement de la bourgeoisie nécessite un degré de mobilisation et de combativité exceptionnel de la part des exploités. Dès lors que cette volonté de ne plus subir et de prendre leur sort en main les anime, tout peut aller très vite. Bien des régimes et des gouvernements bourgeois se sont effondrés en quelques jours face à des insurrections ouvrières.

Mais des révoltes, même déterminées, ne suffisent pas à changer profondément l'ordre social en place. Car en face, la bourgeoisie est organisée, avec son État, sa police, son armée et tous les partis politiques prêts à la servir au pouvoir ou dans l'opposition. Pour que le monde du travail puisse mettre en avant ses propres objectifs politiques, il a besoin d'un état-major, d'un parti qui représente les intérêts de tous les exploités face à ceux des grands patrons, un parti qui n'aspire pas à trouver une place au sein de cette société mais qui vise à la renverser.

Faire renaître la conscience de classe et reconstruire un parti ouvrier révolutionnaire

La conscience d'avoir des intérêts communs par-delà les corporations et les pays, la conscience d'être capable de diriger la société bien mieux que les capitalistes, ce qu'on appelle la conscience de classe, n'a jamais été innée parmi les travailleurs. Elle s'était développée grâce à l'influence de générations de militants ouvriers révolutionnaires du passé. En remplaçant les idées socialistes et communistes par les « valeurs républicaines », l'internationalisme par le nationalisme, la lutte de classe par le bulletin de vote, les partis de gauche ont progressivement détruit cette conscience de classe. Leurs passages successifs au pouvoir, où ils ont déçu et trahi les classes populaires, ont accéléré cette disparition.

Il faut diffuser ces idées parmi les travailleurs. Pour exister, elles doivent s'incarner dans des femmes, des hommes, des jeunes et des moins jeunes, des travailleurs qui défendent leur propre



La création du Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, à Tours, en décembre 1920.



AP TOUKIK DOUDOU

Manifestation à Alger, le 19 juillet 2019.

politique, opposée à celle du grand patronat, des travailleurs convaincus qu'il faut changer radicalement la société.

Tous ceux qui pensent que les travailleurs doivent se défendre, ne pas se laisser dépouiller et pousser dans la pauvreté, doivent le dire. Tous ceux qui pensent que le capitalisme nous mène dans le mur et refusent cette catastrophe doivent le dire. Tous ceux qui pensent que les travailleurs sont bien plus compétents que les capitalistes pour décider quels sont les biens utiles à tous et comment les produire, comment faire fonctionner les hôpitaux ou les transports au service de tous, doivent le dire.

Ces travailleurs conscients ne doivent pas rester isolés chacun de son côté. Ils doivent s'organiser ; tisser des liens entre eux ; suivre ensemble l'actualité sociale et politique pour faire ressortir, sur tous les sujets, le point de vue des exploités ; étudier les leçons des luttes du passé comme le font les dirigeants de la bourgeoisie. Construire et aguerrir un parti communiste révolutionnaire, c'est tout cela.

Construire un tel parti ne sera réellement possible qu'à travers des luttes sociales d'une grande ampleur. De telles révoltes peuvent venir vite, comme nous le montrent les contestations populaires en Algérie ou au Soudan, où des centaines de milliers

de manifestants, parfois des millions, ont trouvé le courage de descendre dans la rue, semaine après semaine, pour contester les régimes en place malgré la répression.

Mais même dans des périodes de reculs politiques comme celle que nous vivons, on peut tisser notre toile et préparer l'avenir. On doit profiter de toutes les occasions, des luttes quotidiennes dans les entreprises ou les quartiers populaires comme des campagnes électorales, pour diffuser les idées de la lutte de classe et regrouper les femmes et les hommes qui les partagent.

1^{er} octobre 2019

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :

Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

- par e-mail :

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

Visitez notre site Internet : www.lutte-ouvriere.org



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2671 du 11 octobre 2019

Imprimé par IMS - 93500 Pantin